



# Groupe UC-FLNKS et NATIONALISTES



<b>Dossier :</b>	<b>DECLARATION-EXPLICATION DE VOTE-SEANCE PUBLIQUE</b>				
<b>N° : saisine HC – debat sur les exportations minières</b>		<b>Suivi par : GR</b>		<b>Date :</b>	<b>14 octobre 2015</b>
<b>Pilote/Elu(e) :</b>	<b>Rock WAMYTAN. Caroline MACHORO-REIGNIER. Sylvain PABOUTY.</b>				

Mesdames, Messieurs, chers collègues.

Je vais donner une explication sur l'ensemble de la position de notre groupe, question après question, mais je commencerai par rappeler le contexte qui nous oblige aujourd'hui à nous réunir en séance extraordinaire du Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Le syndicat CONTRAKMINE s'est mobilisé pour obtenir dans un premier temps des assurances sur le maintien des activités directes et indirectes sur mine, leur inquiétude étant fondée sur :

1. Une conjoncture morose de l'économie du nickel dont les cours extrêmement bas retrouvent les niveaux de la dernière crise de 2008,
2. Le manque d'informations et de visibilité sur les perspectives,
3. Et aussi sur les stratégies ambiguës des petits mineurs et de la SLN, dans la négociation du renouvellement de leurs contrats avec le client QNI pour les latérites.

Suite aux tergiversations des interlocuteurs institutionnels, et avec le soutien d'entreprises, de partis politiques, la mobilisation du syndicat est montée d'un cran. Chacun se rappellera les différents blocages qui ont fortement impacté les entreprises, les commerces, les établissements scolaires...en clair la vie et l'économie du Pays.

C'est ainsi qu'à la demande du syndicat CONTRAKMINE, le président de l'Union Calédonienne a accepté de jouer le rôle de médiateur afin de renouer les fils du dialogue. Son action, nous avons tous pu la mesurer, a permis d'aboutir à la signature du protocole du 28 août qui mettra fin au conflit et ramènera l'apaisement dans le Pays.

Nous ne commenterons pas les péripéties juridico-politiques sur la mise-en-œuvre du protocole de fin de conflit. Cependant il faut constater que nos hésitations ont amené le Haut-Commissaire, à saisir les élus du Congrès, pour tenir cette session extraordinaire sur l'interprétation du schéma de mise en valeur des richesses minières.

**Nous indépendantistes, qui prônons la souveraineté dans les décisions, avons l'impression d'être revenus au temps des gouverneurs.**

Le débat a eu lieu, passons aux décisions.  
Notre positionnement se fera en deux temps.

Dans un premier temps, nous donnerons notre avis sur les questions posées par le Haut-Commissaire et dans un deuxième temps nous ferons des propositions pour que nous puissions faire les choix qui définiront la stratégie minière et métallurgique du Pays, à court terme, compte tenu des inquiétudes sur la conjoncture économique et sociale.

l°) Notre positionnement se veut logique et pragmatique, nous l'exprimerons comme suit :

La première :

Le schéma interdit-il l'exportation de minerai brut sur la Chine ?

La réponse du groupe est : **NON**.

- Vous êtes plusieurs à l'avoir dit, le schéma a été adopté en 2009. Or, depuis cette date, nous avons autorisé des exportations de minerai brut vers la Chine via deux opérateurs : NMC et MKM en 2011 et 2012.
- Sur l'opportunité d'exporter du minerai brut vers la Chine. L'évolution technologique et économique de l'industrie du nickel rend désormais possible la valorisation des minerais sub-économiques. Le Syndicat des Exportateurs de Minerais de Nickel a engagé des travaux avec la DIMENC qui ont abouti à un recensement de ces minerais et sur l'opportunité de les valoriser en Chine, seul pays à maîtriser le procédé métallurgique adéquat.

Le Schéma de Mise en Valeur des Richesses Minières préconisait de stocker ces minerais en vue de leur utilisation *en fonction du développement des procédés industriels et des cours du marché*. Nous avons maintenant la possibilité de saisir cette opportunité qui constitue une avancée pour le Pays dans le sens d'une augmentation de la durée de vie des gisements et du maintien de l'activité minière existante. Ce sera aussi l'occasion d'assainir nos massifs miniers en exportant les produits de verses, de décharges, les produits des bassins de décantation, qui polluent quotidiennement nos rivières, nos baies, nos bords de mer, en un mot qui affectent nos écosystèmes et le mode de vie des populations.

Le groupe UC-FLNKS et Nationalistes affirme que la Nouvelle-Calédonie doit saisir cette opportunité car, vous le savez très bien, pour maintenir l'activité de leurs usines de production, les industriels chinois n'hésiteront pas une seconde à se tourner vers d'autres pays producteurs de nickel. Il est clair aussi, qu'avec l'avancée de nouvelles technologies nécessaire au traitement du minerai sub-économique, de nouveaux pays émergents, n'ayant pas les mêmes coûts de production que nous, vont se positionner sur ce créneau avec plus de chance que nous.

La deuxième question :

Le schéma interdit-il par principe l'augmentation du niveau des exportations vers les clients traditionnels ?

La réponse du groupe est : **NON**.

- Là encore la réponse est guidée par la logique. L'arrêté 1859 du gouvernement en date du 15 septembre 2015 précise que les exportations de garniérites à destination du Japon ont augmenté de 160 % entre 2009 et 2015 passant de 9 800 à 25 600 tonnes de nickel contenu. Donc ce qui était valable avant 2015 avec ce schéma l'est encore pour 2015.
- Concernant les latérites à destination de l'Australie, on note un déficit d'exportation, d'août 2014 à août 2015, de 702 677 tonnes humides ou 7 220 tonnes de nickel contenu. Il nous faut combler ce déficit d'ici la fin de l'année, en exportant vers l'Australie et potentiellement vers la Chine, ceci afin de préserver toute la chaîne de l'activité minière.
- Le groupe rappelle que les quantités à exporter et la durée restent de compétence du gouvernement qui doit décider en fonction de plusieurs éléments listés dans le schéma minier. Le groupe UC/FLNKS et Nationalistes insiste sur l'importance du maintien de l'activité minière, pour préserver les retombées financières en faveur de nos populations.

- L'autre considération à prendre en compte concerne la conjoncture économique du Pays. En effet, tout le monde note un ralentissement des investissements privés, les difficultés de trésorerie des institutions qui impacteront inévitablement le volume des commandes publiques, un contexte qui accroît le risque d'une récession économique d'ici 2018.

Il est important de veiller à ne pas amplifier les difficultés de notre activité minière au moment où les cours du Nickel sont au plus bas. En conséquence, le maintien de l'activité sur les mines doit être la véritable préoccupation des institutions y compris du Gouvernement, POUR LE PAYS et son AVENIR.

En résumé, nous demandons au gouvernement d'examiner les différentes demandes d'exportations. Le groupe UC/FLNKS et Nationalistes est favorable à l'exportation des minerais sub-économiques vers la Chine.

Et sur la possible augmentation des volumes d'exportation de garniérite vers le Japon, nous proposons de l'autoriser dès lors que la teneur des minerais n'est pas exploitable par l'industrie métallurgique du PAYS, et en tenant compte des réalités socio-économiques par zone géographique ainsi que de la situation des acteurs économiques.

II°) La deuxième partie de notre déclaration aura pour but de proposer des perspectives de développements de notre politique minière et métallurgique.

Notre groupe réaffirme que notre richesse minière ne doit pas nous diviser. Nous ne devons pas nous affronter sur le nickel, bien au contraire, il est de notre responsabilité de rechercher les meilleures stratégies pour l'exploitation du minerai de nickel, afin que sa valorisation serve véritablement au développement durable du PAYS et apporte une meilleure qualité de vie à nos citoyens.

Il faut que les travaux du comité stratégique industriel CSI reprennent, avec la participation de l'ensemble des acteurs des métiers de la mine et de la métallurgie. Le GTPS (Groupe de Travail des Présidents et des Signataires) doit élargir les hypothèses de développement du secteur minier et métallurgie.

Et nous proposons que le congrès et le gouvernement revisitent le Schéma de Mise en Valeur des Richesses Minières, tel que prévu dans son titre IV «Révision des textes et calcul des ressources minières». Ce sera l'occasion de constater l'état d'avancement des recommandations proposées par ce schéma et l'impact des mesures déjà mises en œuvre.

Et nous pourrions continuer à approfondir ce débat et surtout améliorer ce Schéma en prenant en compte les avancées technologiques, le contexte international du marché du nickel et les pratiques locales nouvelles pour en maximiser l'impact sur le développement du Pays.

Pour notre part, nous continuerons à faire des propositions innovantes qui peuvent à des moments donnés bousculer les habitudes, les intérêts individuels, économiques ou financiers, mais qui de notre point de vue, consolideront et favoriseront la construction et le développement du Pays.

Nous savons que pour certains d'entre vous, cela peut faire peur, provoquer des doutes et même de la défiance. Mais rappelez-vous en 1997 et en 1998 quand vous nous traitiez de fou dangereux au moment de la mobilisation pour l'accès à la ressource minière pour l'usine du Nord...

Et pour tous ceux, et particulièrement les acteurs de la mine qui affirment que l'on ne connaît rien à ces métiers, revenez en arrière et regardez le chemin parcouru depuis que les indépendantistes ont mis un pied dans la mine en 1990 en rachetant la SMSP par le biais de la Province Nord.

Alors quelles sont nos propositions :

- Notre groupe réaffirme que les ressources naturelles de la Nouvelle-Calédonie constitue le patrimoine commun du Pays. A ce titre le Pays doit se l'approprier.

- Les titres miniers seront gérés par une entité Pays dédiée, qui les amodiera aux sociétés exploitantes.
- La valorisation métallurgique doit se faire par le biais d'entité publique de niveau Pays.
- C'est pourquoi nous devons reprendre rapidement les discussions pour que la STCPI prenne la majorité dans le capital de la SLN.
- Ce qui nous permettra de mutualiser et de rendre nos sites miniers complémentaires avec nos usines afin d'optimiser au maximum leur optimisation.
- Cela nous permettra en conséquence de fixer comme objectif l'arrêt total, à moyen termes, des exportations de minerais bruts non générateurs de plus value pour le Pays, tout comme l'ont fait les Indonésiens.
- Nous proposons aussi la mise en place d'un cadre réglementaire pour que l'exploitation de la ressource minière soit assurée de manière équitable, équilibré et durable, sans compromettre les capacités de nos générations futures à satisfaire leurs propres besoins. Dans le même esprit, nous demandons que le gouvernement adopte une charte de bonne gouvernance des ressources naturelles et étudie les possibilités pour la Nouvelle-Calédonie d'adhérer à l'organisation «*Resource Governance Index*».
- Il faudra que ce cadre mette au service du Pays et de ses citoyens, une gestion et une gouvernance transparente des différents acteurs qu'ils soient locaux ou multinationaux et plus particulièrement en ce qui concerne les flux financiers consécutifs à la valorisation de nos ressources. Cela permettra à nos institutions un contrôle plus efficace et limitera les abus ou fuites de capitaux.
- Les retombées financières liées à la valorisation de nos ressources doivent mieux servir les communes minières et les populations locales.
- Nous devons nous organiser pour que ces retombées financières servent à la diversification de notre économie sur l'ensemble du Pays. Les retombées de la valorisation de notre ressource doivent servir à atteindre cet objectif.
- Lors de nos travaux de révision du schéma minier, nous aurons l'occasion de mesurer l'impact des aides fiscales du PAYS et pour le secteur de la mine et de la métallurgie. Car une question se pose : les métallurgistes sont-ils toujours en adéquation avec leurs engagements pris dans le cadre du pacte de stabilité fiscale ?

Il ne faut pas avoir peur d'aborder ces sujets. Il faut plutôt craindre le jugement des générations à venir, nos enfants, nos petits enfants qui jugeront notre esprit de responsabilité au travers des décisions que nous aurons prises et qui auront un impact sur leur vie quotidienne.

- Une autre proposition que nous réaffirmons est déjà préconisée par le schéma minier. Face aux géants que sont la Chine et les multinationales, il nous faut nous organiser et engager les démarches auprès des autres pays producteurs de minerais de la zone Asie-Pacifique pour la mise en place d'une organisation qui permette d'influer sur le marché du nickel. Nous proposons que le Congrès adopte le principe d'une mission gouvernementale dans la région Asie-Pacifique, avec l'assistance de gouvernement français, pour commencer à poser les bases d'une telle organisation.

Nous avons bien d'autres propositions à formuler mais nous en resterons à celles qui nous semblent les plus fondamentales, pour se projeter réellement à plus long terme avec des perspectives encore plus ambitieuses. Nos démarches concernant le nickel doivent servir de référentiel pour préparer la gestion et l'exercice de nos compétences sur toutes les autres matières premières du Pays, comme les hydrocarbures, les terres rares ou encore les nodules polymétalliques.

Pour finir, le groupe UC/FLNKS et Nationalistes réaffirme que l'économie du nickel et celle de nos ressources naturelles en règle générale ne doit pas être un sujet d'affrontement, de blocage mais plutôt l'occasion de développer plus de cohésion sociale, pour servir le destin commun dans un PAYS souverain plus équitable et plus solidaire.

Merci.